lequel il a annoncé que la taxe alors en vigueur serait remplacée.

Dans le budget d'avril dernier, j'ai annoncé le projet de TPS et, dans le document technique publié en août dernier, j'ai donné des renseignements détaillés sur la plupart des aspects du nouveau système. Le dépôt du document technique en août a été suivi de l'avant-projet de loi que j'ai présenté à la Chambre en octobre.

Après la publication du document technique en août, le gouvernement a sollicité l'avis de divers intervenants sur pratiquement tous les aspects de la TPS. Nous avons discuté de notre projet avec des groupes et des particuliers qui représentaient chaque province et chaque région du pays ainsi que la presque totalité des secteurs économiques.

Des centaines de groupes et de particuliers nous ont fait part de leurs vues et de leurs opinions. Ils nous ont expliqué les détails de leur position sur cette question.

J'ai voyagé d'un bout à l'autre du pays pour en discuter avec des groupes et des particuliers, j'ai participé à des émissions radiophoniques et je me suis adressé à des hommes d'affaires ainsi qu'à diverses assemblées dans les grandes villes et les petits villages. À maintes reprises, je me suis rendu compte du fait que les Canadiens comprennent la situation si nous prenons le temps de leur expliquer les problèmes auxquels nous faisons face. En fait, non seulement ont-ils compris, mais ils ont aussi fait d'excellentes suggestions constructives qui nous ont aidé à améliorer la mesure législative dont la Chambre est saisie.

Entre l'été de 1987 et le printemps dernier, nous avons tenu des discussions détaillées avec les provinces sur la faisabilité d'une taxe de vente nationale intégrée. Bien que les discussions ne nous aient pas permis d'arriver à une entente concernant ce genre de taxe de vente nationale, elles ont grandement aidé le gouvernement fédéral à élaborer et à concevoir la taxe sur les produits et services.

Comme je l'ai mentionné au mois de décembre, d'après le ton des dernières discussions que nous avons eues avec les provinces, j'ai bon espoir que nous trouvions des moyens pour éliminer ou minimiser le fardeau des entreprises canadiennes, petites et grandes, qui devront se conformer à la nouvelle taxe.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes a étudié attentivement les propositions contenues dans le document technique et a tenu un grand nombre d'audiences publiques à ce sujet. Sous la direction de son président très compétent, le Comité a donné aux particuliers et aux représentants d'un très grand nombre de groupes d'intérêt l'occasion d'exprimer officiellement, et dans le moindre détail, leur point de vue. Grâce à l'analyse et aux recommandations qu'il conte-

nait, le rapport du Comité s'est avéré très utile au moment de la formulation finale de la proposition contenue dans le projet de loi concernant la taxe sur les produits et services.

Les Canadiens ont clairement exprimé leur opinion, et nous les avons écoutés. Mieux encore, nous avons utilisé les nombreuses suggestions constructives et utiles que nous ont communiquées les Canadiens pour améliorer notre proposition.

Les Canadiens nous ont dit que le taux était trop élevé et qu'ils craignaient que la nouvelle taxe fasse grimper le taux d'inflation. Nous les avons écoutés et, après avoir pris de graves décisions, nous avons diminué la taxe de 9 à 7 p. 100, réduisant ainsi tout effet inflationniste éventuel à seulement un peu plus d'un pour cent. Nous avons malgré tout réussi à maintenir l'équilibre essentiel entre les diverses mesures que prévoit le programme, afin de garantir l'équité et surtout la protection offerte aux Canadiens à revenue faible et modeste.

Les Canadiens nous ont également demandé de réduire davantage nos dépenses. Les mesures qu'a annoncées le président du Conseil du Trésor en décembre dernier constituent des progrès énormes dans cette direction. Mais j'ai aussi signalé, à l'instar de mon collègue, qu'il restait encore beaucoup de chemin à faire en ce sens.

Nous avons également tenté de calmer les inquiétudes des entreprises qui devront se conformer à la TPS. Ainsi, nous accorderons aux petites entreprises un crédit transitoire unique pouvant aller jusqu'à 1 000 dollars.

De plus, nous avons exempté de la taxe de vente actuelle le matériel des points de vente électronique et des systèmes connexes de gestion des stocks. Cela s'ajoute à la déduction de 100 p. 100 pour l'amortissement de ce genre de matériel que nous annonçons en août dernier. Ensemble, ces deux mesures réduiront d'environ 20 p. 100 le coût réel après impôt de ce matériel.

Par ailleurs, nous avons également apporté un certain nombre d'améliorations techniques afin de simplifier l'application de la taxe, de rendre la situation des entreprises concurrentielles plus équitable et d'améliorer l'application de cette taxe dans certains secteurs.

Je sais que les impôts ne font l'affaire de personne. Je comprends la chose. À moi non plus, ils ne plaisent pas. Mais je sais que la majorité des gens ne sont pas à l'aise lorsqu'ils doivent faire face à un changement important, et je comprends cela aussi. Il est donc certain que les deux ensemble ne manqueront pas de contrarier un grand nombre de personnes, du moins à brève échéance.

Nous savons que le fait de modifier le régime fiscal, surtout s'il s'agit de rendre visibles des taxes précédemment cachées, est loin d'être une mesure populaire. Du point de vue politique, il aurait été plus opportun pour le